

---

## **PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR**

---

### **A/ SECTEUR SOUVERAINETE**

**Au cours de l'année 2010, ce secteur a connu une activité normative importante.**

#### **AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Nomination des membres du Gouvernement (JO N°36).
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du quarante-huitième (48ème) anniversaire de la fête de l'indépendance au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation (JO N°41).
- Dispositions relatives aux fonctions et postes supérieurs au titre du secrétariat permanent de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme (JO N°43).
- Mesures de grâce à l'occasion de l'Aid El Fitr au profit des détenus lauréats au concours du Saint Coran (JO N°53).
- Classification du centre des archives nationales et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°51).
- Désignation de membres du Conseil de la Nation (JO N°5).

#### **AU TITRE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT (DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE)**

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portants :

- Détermination de la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires (JO N°76).
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques (JO N°32).
- Institution du régime indemnitaire des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs (JO N°32).
- Institution du régime indemnitaire des agents contractuels (JO N°32).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques au titre de la direction générale de la fonction publique (JO N°38).
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance de l'imprimerie officielle (JO N°58).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale de la fonction publique (JO N°77).

### **AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Proclamation des résultats du renouvellement de la moitié des membres élus du conseil de la nation (JO N°6).
- Proclamation portant modification des résultats de renouvellement de la moitié des membres élus du conseil de la nation (JO N°6).
- Décision d'annulation du scrutin dans la wilaya de Ouargla en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du conseil de la nation (JO N°6).
- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale (JO N°41).

### **AU TITRE DU CONSEIL DE LA NATION**

- Statut particulier des fonctionnaires du Conseil de la Nation (JO N°37).

### **AU TITRE DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE NATIONALE**

- Statut particulier des fonctionnaires de l'Assemblée Populaire Nationale (JO N°37).

### **AU TITRE DE LA COUR DES COMPTES**

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la Cour des comptes (JO N°9).
- Renouvellement des membres de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires de la Cour des comptes (JO N°22).

### **AU TITRE DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du conseil national économique et social (JO N°43).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre du conseil national économique et social (JO N°43).
- Renouvellement des deux commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des personnels du conseil national économique et social (JO N°43).

### **AU TITRE DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA LANGUE ARABE**

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du conseil supérieur de la langue arabe (JO N°68).

- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du conseil supérieur de la langue arabe (JO N°68).

#### **AU TITRE DU PREMIER MINISTERE**

- Fixation de la composition du cabinet du vice-premier ministre (JO N°56).
- Dispositions instituant et délimitant le périmètre de protection de la Résidence d'Etat du Sahel - wilaya d'Alger (JO N°77).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du Premier ministre (JO N°63).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE**

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Statut du cadet de la Nation (JO N°19).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation d'une école de commandement et d'état-major au niveau de la commune d'El Marsa, wilaya d'Alger (JO N°72).
- Nomination des membres du conseil national de l'information géographique (JO N°32).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial - Institut national de cartographie et de télédétection "EPIC - INCT" (JO N°22, 35).
- Ouverture de filières et d'options en magistère à l'école militaire polytechnique 1ère région militaire et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes pour l'année universitaire 2009 - 2010 (JO N°18).
- Ouverture d'une filière en formation post graduée spécialisée à l'école militaire polytechnique 1ère région militaire et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes pour l'année universitaire 2009 - 2010 (JO N°19).
- Détachement de vingt-six (26) personnels enseignants relevant du ministère de l'éducation nationale auprès de l'école des Cadets de la Nation d'Oran, au titre de l'année scolaire 2009 - 2010 (JO N°22).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil dans le domaine de la marine marchande, signé à Alger, le 8 février 2006 (JO N°5).
- Ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, dans le domaine des relations avec le Parlement, signé à Alger le 2 juin 2008 (JO N°5).
- Ratification de la convention de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de la technologie entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signée à Tunis le 4 décembre 2008 (JO N°5).

- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Conseil des ministres de la Bosnie-Herzégovine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Alger, le 8 février 2009 (JO N°8).
- Ratification de l'accord commercial préférentiel entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Tunis le 4 décembre 2008 (JO N°12).
- Ratification, avec réserve, de la convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature au siège de l'organisation des Nations Unies à New York le 14 septembre 2005 (JO N°68).
- Ratification du protocole de 2005 relatif au protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Londres le 14 octobre 2005 (JO N°68).
- Ratification du protocole de 2005 relatif à la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, fait à Londres le 14 octobre 2005 (JO N°69).
- Ratification de la convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Doha le 3 juillet 2008 (JO N°70).
- Ratification de l'accord intergouvernemental entre la République algérienne démocratique et populaire, la République fédérale du Nigéria et la République du Niger, relatif au projet trans-saharien-gaz-pipeline, signé à Abuja, le 3 juillet 2009 (JO N°72).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre du ministère des affaires étrangères (JO N°14).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du ministère des affaires étrangères (JO N°14).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères en bureaux (JO N°7).
- Fixation des conditions d'admission, d'études et de prise en charge des étudiants et stagiaires étrangers (JO N°32).
- Organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps des agents diplomatiques et consulaires (JO N°47).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre du ministère des affaires étrangères (JO N°78).
- Fixation des modalités de participation aux assises nationales, leur organisation ainsi que les critères d'élection des membres du conseil consultatif de la communauté nationale à l'étranger (JO N°23).
- Déclaration du patrimoine de certains cadres (JO N°6, 7, 11).

## **AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE**

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant:

- Fixation des modalités d'organisation, la durée, les programmes ainsi que les conditions d'accès à la formation spécialisée concernant certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire (JO N°25).
- Dispositions relatives à la prévention et à la lutte contre la corruption (JO N°50, 66).
- Changement de noms (JO N°68, 69, 70, 71).
- Création de l'école nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, son organisation et son fonctionnement (JO N°76).
- Ouverture d'un concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2010 (JO N°6).
- Désignation des membres et de secrétaire du bureau de vote de la wilaya de Ouargla en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N°6).
- Désignation des agents de la Banque d'Algérie habilités à constater l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger (JO N°39).
- Désignation des membres de la commission nationale du droit international humanitaire (JO N°47).
- Création d'une section judiciaire dans le ressort du tribunal de Telagh (JO N°76).
- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire (JO N°79).
- Fixation de la liste des fournitures et services spécifiques destinés au ministère de la justice dont la nature ne nécessite pas le recours à un appel d'offres (JO N°37).
- Fixation de la classification du centre de recherche juridique et judiciaire et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°60).
- Fixation des modalités d'organisation, la durée et le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration pénitentiaire (JO N°65).
- Fixation des mesures réglementaires relatives à la demande et au retrait du bulletin n° 3 du casier judiciaire auprès des représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger (JO N°43).

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

L'activité normative s'est caractérisée par la publication de textes portant :

- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'école nationale des transmissions (JO N°14).
- Fixation des programmes de formation, l'organisation des stages, les modalités d'évaluation et de délivrance du diplôme de l'école nationale d'administration (JO N°13).

- Création du centre cynotechnique de la sûreté nationale (JO N°2).
- Institution du numéro d'identification national unique (JO N°54).
- Fixation de la liste des imprimés d'état civil (JO N°54).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la sûreté nationale (JO N°78).
- Dispositions particulières applicables aux personnels assimilés à la sûreté nationale (JO N°78).
- Fixation de la liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2010 (JO N°16).
- Fixation des caractéristiques techniques du livret du pèlerin pour la campagne de pèlerinage 1431 correspondant à l'année 2010 (JO N°26).
- Fixation de taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas (JO N°34).
- Dispositions relatif au dossier de demande de la carte nationale d'identité et du passeport biométriques électroniques et les modalités de son instruction (JO N°45).
- Fixation des caractéristiques techniques de l'extrait d'acte de naissance spécial, requis pour la délivrance de la carte nationale d'identité et du passeport (JO N°69).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'école nationale d'administration (JO N°14).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs au titre de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°17).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°17).
- Fixation de taux de participation des wilayas et des communes au fonds de garantie des collectivités locales (JO N°21).
- Fixation de taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des communes (JO N°34).
- Fixation de la liste des marchés de prestations de services dispensés de la caution de bonne exécution (JO N°36).
- Fixation du calendrier de mise en œuvre du contrôle préalable des dépenses engagées applicable aux budgets des communes (JO N°37).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°52).

- Fixation du cavenas relatif à l'élaboration du plan interne d'intervention (JO N°73).

#### **AU TITRE DU MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**

- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et du développement technologique auprès du ministère des relations avec le Parlement (JO N°76).

### **B/ SECTEUR FINANCE ET ECONOMIE**

**Le secteur des finances a procédé à l'étude de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique.**

#### **AU TITRE DU MINISTERE DES FINANCES**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des ressources en eau (JO N°4).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la culture (JO N°4).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication (JO N°4).
- Modification et répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2009 (JO N°2).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO N°2).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances (JO N°2).
- Modification et répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2009 (JO N°3).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°3).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du commerce (JO N°5).
- Fixation de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des inspecteurs généraux des finances et des inspecteurs des finances (JO N°11).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures, d'études et de services (JO N°7).
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard de l'ensemble des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité (JO N°14).
- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité (JO N°33).
- Fixation de la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission nationale d'admission en non valeur de certaines créances des receveurs des douanes (JO N°5).

- Taux de cotisation annuelle des sociétés d'assurance et/ou de réassurance et des succursales de sociétés d'assurance étrangères agréées au fonds de garantie des assurés ainsi que les modalités de son versement et le délai de son recouvrement (JO N°5).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO N°28).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance et de service au titre de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité au ministère des finances (JO N°2).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité au ministère des finances (JO N°11).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des finances en bureaux (JO N°24).
- Fixation des effectifs des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, leur classification et la durée de leur contrat au titre de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO N°4).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de la direction générale du domaine national au ministère des finances (JO N°4).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO N°35).
- Organisation des structures d'études, de normalisation, d'administration et de gestion de l'inspection générale des finances en chargés d'études et en chefs de bureaux (JO N°15).
- Liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (JO N°15).
- Fixation des modalités d'application du code des douanes relatif à l'entrepôt public (JO N°25).
- La loi de finances complémentaire pour 2010 (JO N°49, 66).
- Dispositions régissant la Cour des comptes (JO N°50, 66).
- Dispositions relatives à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger (JO N°50, 66).
- Dispositions relatives à la monnaie et au crédit (JO N°50, 66).
- Dispositions relatives aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé (JO N°42).
- La loi de finances pour 2011 (JO N°80).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, à la Présidence de la République (JO N°10).



- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre des affaires étrangères (JO N°10).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°16).
- Création de chapitres et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO N°23).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO N°23).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des finances (JO N°23).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des travaux publics (JO N°23).
- Autorisation de la souscription de l'Algérie à des actions supplémentaires au titre de la quatrième et de la cinquième augmentation générale du capital de la Banque africaine de développement (JO N°25).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO N°29).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'énergie et des mines (JO N°29).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO N°31).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la culture (JO N°35).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°40).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO N°42).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°42).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO N°42).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO N°42).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des moudjahidine (JO N°42).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO N°42).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N°42).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République (JO N°45).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO N°45).

- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des moudjahidine (JO N°45).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale et de la famille (JO N°45).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République (JO N°55).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°55).
- Réglementation des marchés publics (JO N°58).
- Transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO N°67).
- Transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO N°60).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO N°60).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République (JO N°65).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de la Présidence de la République (JO N°65).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°65).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO N°65).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°65).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°75).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°75).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO N°75).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO N°75).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°75).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°75).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°75).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de la Présidence de la République (JO N°78).

- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°78).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO N°79).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO N°79).
- Organisation, composition et fonctionnement du comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (JO N°4).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'inspection générale des finances (JO N°5).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au Premier ministre (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la justice, garde des sceaux (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2010, au ministre des finances (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de l'énergie et des mines. (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre des ressources en eau (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2010, au ministre du commerce (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre des affaires religieuses et des wakfs (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre des moudjahidine (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre des transports (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de l'éducation nationale (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de l'agriculture et du développement rural (JO N°10).

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre des travaux publics (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, à la ministre de la culture (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la communication (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la petite et moyenne entreprise et de l'artisanat (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre des relations avec le Parlement (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de l'habitat et de l'urbanisme (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la communauté nationale à l'étranger (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2010, au ministre de la jeunesse et des sports. (JO N°10).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la restructuration et au réaménagement d'une partie du périmètre du pôle urbain dit "des abattoirs" (JO N°11).
- Répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°13).
- Fixation des niveaux et des modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques et les établissements financiers pour l'acquisition d'un logement collectif et la construction d'un logement rural par les bénéficiaires (JO N°17).

- Création de la commission permanente chargée de l'inspection et de l'évaluation des marchandises avariées ou en séjour prolongé au niveau des ports de commerce (JO N°19).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (JO N°22).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°26).
- Dispositions relatives aux parcs des véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat (JO N°26).
- Fixation des modalités de paiement des indemnisations prononcées par la commission d'indemnisation instituée auprès de la Cour suprême, en raison de la détention provisoire injustifiée et de l'erreur judiciaire (JO N°27).
- Création, la composition et le fonctionnement des commissions de transaction (JO N°27).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-089 intitulé "Fonds spécial de développement des régions du Sud" (JO N°27).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-132 intitulé "Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat" (JO N°27).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme (JO N°28).
- Fixation des conditions générales de préparation et d'exécution du recensement économique (JO N°28).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°34).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N°38).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-134 intitulé "Fonds de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014" (JO N°38).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°41).
- Fixation des modalités et les conditions d'octroi de prêts du Trésor aux fonctionnaires pour l'acquisition, la construction ou l'extension d'un logement (JO N°41).
- Fixation du taux et les modalités d'octroi de la bonification des crédits accordés aux promoteurs immobiliers participant à la réalisation de programmes publics de logements (JO N°41).
- Fixation du seuil applicable aux opérations de paiements devant être effectués par les moyens de paiement à travers les circuits bancaires et financiers (JO N°43).

- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°44).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO N°44).
- Création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO N°48).
- Cessation obligatoire en réassurance (JO N°53).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2010, au ministre de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°56).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances complémentaire pour 2010, au ministre de l'éducation nationale (JO N°56).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2010, au ministre de la jeunesse et des sports (JO N°56).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°56).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°56).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des ressources en eau (JO N°58).
- Création, organisation et fonctionnement de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) (JO N°59).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO N°62).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N°62).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°62).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°69).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances (JO N°69).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO N°69).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la jeunesse et des sports (JO N°69).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°71).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration des douanes (JO N°71).
- Dispositions particulières applicables aux personnels assimilés de l'administration des douanes (JO N°71).

- Dispositions relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail (JO N°71).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°72).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale (JO N°77).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO N°77).
- Répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°76).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO N°76).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2010 (JO N°79).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée du budget (JO N°74).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration du Trésor, de la comptabilité et des assurances (JO N°74).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration fiscale (JO N°74).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des domaines de la conservation foncière et du cadastre (JO N°74).
- Renouvellement de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires dont la carrière est gérée par les services de l'administration centrale du ministère des finances (JO N°22).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence de l'informatique des finances publiques (JO N°24).
- Composition des commissions paritaires des personnels de l'inspection générale des finances appartenant aux corps communs, aux corps spécifiques de l'administration chargée des finances et aux corps des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs (JO N°39).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO N°39).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures, études et services (JO N°39).
- Fixation du modèle de l'attestation de situation fiscale ainsi que les modalités de son application (JO N°39).
- Retrait d'agrément de la société de courtage d'assurance "EURL NIAR GLOBAL CONSULTING" (JO N°41).
- Retrait d'agrément de la société de courtage d'assurance "EURL GENERAL GOLDEN INSURANCE" (JO N°41).

- Retrait d'agrément d'un courtier d'assurance (JO N°41).
- Octroi d'agrément de l'EURL "UNITED GLOBAL INSURANCE" en qualité de société de courtage d'assurance (JO N°41).
- Octroi d'agrément de l'EURL "ASSA INSURANCE BROKER" en qualité de société de courtage d'assurance (JO N°41).
- Octroi d'agrément d'un courtier d'assurance (JO N°41).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO N°42).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures, études et services (JO N°42).
- Approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse n°09-03 du 18 novembre 2009 fixant les règles de calcul des commissions perçues par la société de gestion de la bourse des valeurs mobilières sur les opérations effectuées en bourse (JO N°45).
- Fixation du modèle de l'engagement et définissant les règles pratiques de conservation par les sociétés de capital investissement des participations et de leur contrôle (JO N°47).
- Octroi d'agrément de courtiers d'assurance (JO N°65).
- Conditions et modalités de participation des courtiers de réassurance étrangers dans des traités ou cessions de réassurance des sociétés d'assurance et/ou de réassurance agréées et des succursales de sociétés d'assurance étrangères agréées en Algérie (JO N°74).
- Fixation d'implantation et la compétence territoriale des directions régionales et des inspections divisionnaires des douanes (JO N°74).
- Organisation de l'administration centrale de la direction générale des douanes en bureaux (JO N°21).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité au ministère des finances (JO N°28).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du conseil national de la comptabilité (JO N°39).
- Fixation des modalités d'application des dispositions de l'article 85 de l'ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 instituant une taxe sur la téléphonie mobile (JO N°36).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services extérieurs des domaines et de la conservation foncière de la direction générale du domaine national (JO N°35).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des services déconcentrés de la direction générale du domaine national au ministère des finances (JO N°39).



- Fixation de l'échéancier d'application du contrôle préalable des dépenses engagées aux budgets des établissements hospitaliers (JO N°47).
- Fixation déterminant les normes et spécifications applicables pour l'acquisition des véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat (JO N°52).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs de l'agence nationale du cadastre (JO N°54).

#### **AU TITRE DE LA BANQUE D'ALGERIE**

- Situation mensuelle du 31 octobre 2009 au 31 décembre 2009 (JO N°22, 60).
- Dérogation en faveur de la caisse nationale de mutualité agricole "CNMA" pour effectuer des opérations de banque (JO N°15).
- Dispositions relatives aux règles d'évaluation et de comptabilisation des instruments financiers par les banques et les établissements financiers (JO N°14).
- Publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie (JO N°11).
- Situation mensuelle du 31 janvier 2010 au 31 juillet 2010 (JO N°62, 66, 73).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation de nombre des postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre du commissariat général à la planification et à la prospective (JO N°3).
- Organisation du commissariat général à la planification et à la prospective en bureaux et/ou en chargés d'études (JO N°9).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques du commissariat général à la planification et à la prospective (JO N°15).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du commissariat général à la planification et à la prospective (JO N°15).
- Création, missions et organisation du commissariat général à la planification et à la prospective (JO N°79).
- Fixation des attributions du ministre de la prospective et des statistiques (JO N°70).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la prospective et des statistiques (JO N°70).

## **AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES**

Il convient de souligner les principales activités normatives suivantes:

- Attributions, composition et modalités de fonctionnement des comités scientifiques et techniques spécialisés du commissariat à l'énergie atomique (JO N°1).
- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Sud - Est Illizi" (blocs : 232 et 241a), conclu à Alger, le 17 janvier 2010, entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "Repsol Exploracion Argelia S.A.", "GDF SUEZ E. et P. Projects Algeria B.V." et "Enel Trade S.P.A" (JO N°35).
- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Hassi Bir Rekaiz" (blocs : 443a, 424a, 414 ext et 415 ext) conclu à Alger, le 17 janvier 2010, entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "PTT Exploration And Production Public Company Limited" et "CNOOC Limited" (JO N°35).
- Approbation de l'avenant n° 1 au contrat du 18 septembre 2006 pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre dénommé "AHNET" (blocs : 337b, 338b, 339a2, 339b, 340a, 341a2 et 341b), conclu à Alger le 17 janvier 2010, entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), la société nationale "SONATRACH" et les sociétés "TOTAL E. et P. Algérie" et "PARTEX OIL and GAS (Holdings) CORPORATION" (JO N°35).
- Définition des règles de sécurité applicables aux activités portant sur les matières et produits chimiques dangereux ainsi qu'aux récipients de gaz sous pression (JO N°4).
- Fixation des modalités et des procédures pour la détermination du prix de vente, non comprises les taxes du gaz sur le marché national (JO N°4).
- Déclassement d'une parcelle de terrain agricole affectée à la réalisation de l'usine de dessalement de l'eau de mer de Oued Sebt, commune de Gouraya, wilaya de Tipaza (JO N°4).
- Fixation des règles économiques pour les droits de raccordement aux réseaux et autres actions nécessaires pour satisfaire les demandes d'alimentation des clients en électricité et gaz (JO N°19).
- Fixation des règles techniques de conception, d'exploitation et d'entretien des réseaux de distribution de l'électricité et du gaz (JO N°33).
- Fixation du système de rémunération du personnel de l'agence nationale du patrimoine minier et de l'agence nationale de la géologie et du contrôle minier (JO N°38)
- Tarification et méthodologie de calcul du tarif de transport par canalisation des hydrocarbures par zone (JO N°43).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'énergie et des mines (JO N°59).
- Composition, organisation et fonctionnement du conseil de surveillance institué auprès des agences d'hydrocarbures (JO N°71).

- Création des commissions paritaires compétentes des corps des fonctionnaires du ministère de l'énergie et des mines (JO N°57).
- Nomination des membres du conseil d'administration du commissariat à l'énergie atomique (JO N°67).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'énergie et des mines (JO N°16).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'administration centrale du ministère de l'énergie et des mines (JO N°16).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DU COMMERCE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation de la quote-part des résultats des comptes de fin d'année du centre national du registre du commerce versée au profit de la chambre algérienne de commerce et d'industrie et des chambres de commerce et d'industrie et les modalités de sa répartition (JO N°13).
- Dispositions relatives à la concurrence (JO N°46).
- Fixation des règles applicables aux pratiques commerciales (JO N°46).
- Fixation des modalités de suivi des importations sous franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre échange (JO N°17).
- Définition des conditions et des modalités de fabrication, de conditionnement, d'importation et de commercialisation, sur le marché national, des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle (JO N°26).
- Création, organisation et fonctionnement du centre de formation et de perfectionnement des agents de contrôle du ministère du commerce (JO N°62).
- Institution de la chambre algérienne de commerce et d'industrie (JO N°77).
- Fixation de la liste nominative des membres de la commission scientifique et technique du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (C.A.C.Q.E) (JO N°31).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (JO N°23).
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (JO N°23).
- Répartition des sièges des assemblées générales des chambres de commerce et d'industrie (JO N°22).
- Fixation de la liste nominative des membres du comité national du codex alimentarius (JO N°33).

- Proclamation des élections des assemblées générales des chambres de commerce et d'industrie (JO N°46).
- Proclamation des résultats des élections du président et des vice-présidents de la chambre algérienne de commerce et d'industrie (JO N°51).
- Organisation de l'administration centrale du ministère du commerce en bureaux (JO N°17).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère du commerce (JO N°32).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au niveau des directions régionales et des directions de wilayas du commerce (JO N°32).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'administration centrale du ministère du commerce (JO N°35).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration central du ministère du commerce (JO N°60).
- Classification de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°76).

**AU TITRE DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DE LA PETITE ET MOYENNE  
ENTREPRISE ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

Il convient de signaler la publication de textes portant :

- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-066 intitulé "Fonds national de promotion des activités de l'artisanat traditionnel" (JO N°9).
- Modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-066 intitulé "Fonds national de promotion des activités de l'artisanat traditionnel" (JO N°9).
- Création du centre technique industriel des industries mécaniques et transformatrices des métaux (JO N°55).
- Fixation de la compétence territoriale des annexes de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise à Alger, Oran, Annaba, Sétif et Ghardaïa (JO N°19).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'intermédiation et de la régulation foncière (JO N°46).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national algérien de la propriété industrielle (JO N°59).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel (JO N°63).

- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement de l'investissement (JO N°63).
- Fixation de la composition du dossier et la procédure d'introduction de la déclaration d'investissement (JO N°73).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'agence nationale de développement de l'investissement (JO N°42).
- Organisation de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (JO N°35).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service, au titre de l'agence nationale de développement de la petite et moyenne entreprise (JO N°35).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des centres de facilitation des petites et moyennes entreprises (JO N°35).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'office national de métrologie légale (JO N°38).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'office national de métrologie légale (JO N°38).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'artisanat (JO N°60).
- Organisation de la direction de wilaya de l'industrie et de la promotion des investissements en services et bureaux (JO N°63).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la métrologie légale au titre de l'office national de métrologie légale (JO N°46).

#### **AU TITRE DU CONSEIL DE LA CONCURRENCE**

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du conseil de la concurrence (JO N°40).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre du conseil de la concurrence (JO N°53).

## **C/ SECTEUR INFRASTRUCTURES DE BASE**

**L'activité de ce secteur a été caractérisée au cours de l'année considérée par l'étude de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :**

### **AU TITRE DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS**

Il convient de signaler les textes portants:

- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et du développement technologique du ministère des travaux publics (JO N°11).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère des travaux publics (JO N°2).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère des travaux publics (JO N°2).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'administration centrale du ministère des travaux publics (JO N°2).
- Déclassement d'un tronçon de chemin de wilaya dans la wilaya de Jijel (JO N°18).
- Procédure de classement et de déclassement des voies de communications (JO N°13).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'aménagement des accès routiers à la ville nouvelle de Bouinan (JO N°22).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la pénétrante autoroutière reliant la ville de Tizi Ouzou à l'autoroute Est-Ouest (JO N°22).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du dédoublement du chemin Fernane Hanafi à Alger (JO N°24).
- Approbation du document technique réglementaire relatif aux règles parasismiques applicables au domaine des ouvrages d'art (JO N°74).
- Classement de certains chemins communaux et de certains chemins non classés dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Jijel (JO N°17).
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Annaba (JO N°17).
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj (JO N°17).
- Classement de certains chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Souk Ahras (JO N°17).
- Classement d'une voie dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Ouargla (JO N°18).

- Classement de deux chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Boumerdès (JO N°18).
- Critères d'éligibilité des projets d'équipement du secteur des travaux publics aux grands projets d'équipement public de l'Etat (JO N°21).
- Classement de deux chemins communaux dans la catégorie des chemins de wilayas dans la wilaya de Sétif (JO N°42).
- Classement d'un chemin communal dans la catégorie des chemins de wilayas dans la wilaya d'El-Tarf (JO N°42).
- Déclassement de deux chemins de wilaya dans la wilaya de Tiaret (JO N°36).
- Classement d'une voie dans la catégorie des chemins de wilaya dans la wilaya de Ghardaia (JO N°36).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU**

Les principaux textes publiés portent sur :

- Définition des documents techniques requis pour la réalisation de chaque type d'ouvrage ou installation d'utilisation des ressources en eau (JO N°11).
- Composition de la commission intersectorielle pour l'interdiction d'extraction de matériaux alluvionnaires (JO N°31).
- Composition du conseil national consultatif des ressources en eau (JO N°16).
- Fixation du plan directeur d'aménagement des ressources en eau et du plan national de l'eau (JO N°1).
- Fixation des caractéristiques techniques des systèmes d'épuration des eaux usées (JO N°4).
- Fixation du cadre de concertation en matière de gestion intégrée des ressources en eau (JO N°4).
- Fixation des modalités d'octroi de la concession pour l'établissement d'installations de prélèvement d'eaux souterraines ou superficielles, en vue d'assurer un approvisionnement autonome de zones ou unités industrielles (JO N°4).
- Fixation des méthodes et des produits chimiques utilisés pour le traitement et la correction des eaux de consommation humaine (JO N°4).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage de Djedra dans les communes de Souk-Ahras et Mechroha, wilaya de Souk-Ahras (JO N°6).
- Protection quantitative des nappes aquifères (JO N°11).
- Conditions et modalités d'octroi d'autorisation de rejets d'effluents non toxiques dans le domaine public hydraulique (JO N°17).

- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation des aménagements en aval de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka/Douaouda, dans les wilayas d'Alger et de Tipaza (JO N°28).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation du barrage de Djidiouia dans les communes de Djidiouia et Ouled Aïch, wilaya de Relizane (JO N°41).
- Approbation du statut des personnels de l'autorité de régulation des services publics de l'eau (JO N°64).
- Fixation des modalités d'approbation de la convention de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement (JO N°68).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des ressources en eau (JO N°72).
- Fixation des conditions dans lesquelles sont effectués les prélèvements et les analyses d'échantillons des ressources en eau souterraine et superficielle (JO N°77).
- Fixation des modalités d'octroi de la concession d'utilisation des ressources en eau dans les systèmes aquifères fossiles ou faiblement renouvelables, ainsi que le cahier des charges-type afférent (JO N°77).
- Liste des oueds et des tronçons d'oueds frappés d'interdiction d'extraction de matériaux alluvionnaires (JO N°29).
- Modalités de contrôle de l'eau fournie par citernes mobiles (JO N°73).
- Critères d'éligibilité des projets d'équipement du secteur des ressources en eau aux grands projets d'équipement public de l'Etat (JO N°13).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Il convient de citer les textes portants :

- Approbation du règlement technique relatif à la réglementation des matériaux d'emballage à base de bois destinés au commerce (JO N°23).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts (JO N°21).
- Création d'un jury national de dégustation des huiles d'olives et fixant sa composition ainsi que son mode de fonctionnement (JO N°11).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts (JO N°12).
- Classification de l'institut national de la médecine vétérinaire ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°15).



- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO N°17).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale de la direction générale des forêts (JO N°12).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO N°45).
- Fixation des conditions et modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat (JO N°46).
- Mesures applicables lors de l'importation et l'exportation des produits phytosanitaires à usage agricole (JO N°9).
- Dispositions relatives à l'usage des rapaces vivants pour l'exercice de la chasse au vol (JO N°9).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé "Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles" (JO N°15).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" (JO N°15).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" (JO N°15).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé "Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe" (JO N°15).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" (JO N°15).
- Fixation des conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que de leur transport (JO N°17).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes (JO N°28).
- Statut des chambres d'agriculture (JO N°54).
- Classement des espèces animales et du patrimoine cynégétique ainsi que les procédures de changement de classification (JO N°68).
- Modalités de mise en oeuvre du droit de concession pour l'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat (JO N°79).
- Désignation des membres de la commission des produits phytosanitaires à usage agricole (JO N°63).
- Désignation des membres du comité interprofessionnel du lait (CIL) (JO N°63).

- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national des terres agricoles (JO N°40).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel des légumes et des viandes (JO N°70).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO N°19).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture (JO N°71).

### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

Il convient de citer les textes portants :

- Organisation administrative de l'institut national supérieur de la pêche et de l'aquaculture (INSPA) (JO N°9).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°43).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs au titre de l'administration centrale du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°43).
- Organisation interne du centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) (JO N°21).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°15).
- Fixation des conditions et modalités d'octroi de la concession pour la création d'un établissement d'aquaculture (JO N°18).
- Institution des quotas de pêche au thon rouge pour les navires battant pavillon national exerçant dans les eaux sous juridiction nationale et fixant les modalités de leur répartition et de leur mise en œuvre (JO N°26).
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°76).
- Classification des écoles de formation technique de pêche et d'aquaculture ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°22).
- Classification de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture d'Oran (I.T.P.A. d'Oran) ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°22).
- Classification de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture de Collo (I.T.P.A. de Collo) ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°22).

- Adoption du règlement technique relatif aux caractéristiques des contenants pour l'entreposage et le transport des produits de la pêche et de l'aquaculture (JO N°38).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs au titre de l'administration centrale du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N°43).
- Fixation de la période de fermeture de la pêche de l'espadon dans les eaux sous juridiction nationale (JO N°49).

**AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Il convient de citer les textes portants :

- Création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle de la tutelle pédagogique sur l'établissement de formation supérieure relevant du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme (JO N°1).
- Création de la commission paritaire des différents corps communs des fonctionnaires du centre national de développement des ressources biologiques (JO N°46).
- Désignation des représentants de l'administration et des personnels auprès de la commission paritaire des différents corps communs des fonctionnaires du centre national de développement des ressources biologiques (JO N°46).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence de promotion du parc des Grands Vents (JO N°11).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme en bureaux (JO N°19).
- Création de l'annexe du centre national de développement des ressources biologiques à Moudjbara (wilaya de Djelfa) (JO N°46).
- Approbation du schéma national d'aménagement du territoire (JO N°61).
- Réglementation de l'usage des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, de leurs mélanges et des produits qui en contiennent (JO N°34).
- Attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO N°64).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO N°64).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO N°64).
- Désignation des membres de la commission interministérielle des espaces verts (JO N°42).
- Désignation des membres du jury du prix national de la ville verte (JO N°42).

- Approbation du cahier des charges fixant les sujétions de service public confiées à l'observatoire national de l'environnement et du développement durable (JO N°52).
- Approbation du cahier des charges fixant les sujétions de service public confiées au conservatoire national des formations à l'environnement (JO N°52).

## **D/ SECTEUR SERVICES**

**L'activité de ce secteur s'est caractérisée par l'étude de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :**

### **AU TITRE DU MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'office national du tourisme (JO N°15)
- Délimitation, déclaration et classement de zones d'expansion et sites touristiques (JO N°30).
- Fixation des conditions et les modalités de création et d'exploitation des agences de tourisme et de voyages (JO N°44).
- Organisation et le fonctionnement de la commission nationale d'agrément des agences de tourisme et de voyages (JO N°62).
- Fixation des attributions du ministre du tourisme et de l'artisanat (JO N°63).
- Organisation de l'administration centrale du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO N°63).
- Fixation des missions, l'organisation et le fonctionnement de l'inspection générale du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO N°63).
- Création des services extérieurs du ministère du tourisme et de l'artisanat et fixant leurs missions et organisation (JO N°63).

### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

Il convient de signaler les textes portants :

- Fixation de la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences (JO N°8).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des directions de wilaya de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°8).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (JO N°12).

- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO N°51).
- Organisation interne de l'agence spatiale algérienne (JO N°72).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (JO N°41).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de radionavigation maritime (JO N°67).
- Ouverture de la filière "télécommunications", option "Système de télécommunications" à l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication à Oran, en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat (JO N°32).
- Ouverture de la filière : " Génie électrique ", spécialité : " Télécommunications et réseaux informatiques " et fixant son programme pédagogique, à l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication en vue de l'obtention de la licence professionnalisante (JO N°45).
- Ouverture de la filière : " Génie électrique ", spécialité : " Services et réseaux de communication " et fixant son programme pédagogique, à l'institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication en vue de l'obtention de la licence professionnalisante (JO N°45).
- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé "Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication" (JO N°52).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé "Fonds d'appropriation des usages et de développement des technologies de l'information et de la communication" (JO N°52).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME**

Il convient de citer les textes portants :

- Désignation des membres de la commission d'agrément des agents immobiliers (JO N°23).
- Approbation du document technique réglementaire D.T.R.E. 10.1 "Travaux d'exécution des installations électriques des bâtiments à usage d'habitation" (JO N°11).
- Approbation du document technique réglementaire D.T.R.E. 6.6 "Travaux de peinture pour bâtiment" (JO N°11).
- Désignation des membres du comité national de qualification et de classification professionnelles des entreprises du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°23).
- Approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme intercommunal de Béjaïa, Oued Ghir, Tichy, Thala Hamza, Boukhefifa, El Kseur et Toudja de la wilaya de Béjaïa (JO N°25).
- Fixation de la réglementation relative à l'exercice de la profession d'agent immobilier (JO N°39).

- Création du centre national d'études et d'animation de l'entreprise du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CNAT) (JO N°47).
- Fixation des niveaux de l'aide frontale octroyée par l'Etat pour l'accession à la propriété d'un logement collectif ou pour la construction d'un logement rural, les niveaux de revenu des postulants à ces logements ainsi que les modalités d'octroi de cette aide (JO N°58).
- Création de l'inspection régionale de l'urbanisme et de la construction et fixant ses missions et son fonctionnement (JO N°70).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) (JO N°47).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale du logement (CNL) (JO N°49).
- Fixation de la liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO N°48).
- Organisation interne du centre national de recherche appliquée en génie parasismique (CGS) (JO N°57).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO N°71).
- Approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme intercommunal de Blida, Ouled Yaich, Bouarfa et Béni Mered (wilaya de Blida) (JO N°73).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO N°75).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO N°75).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS**

Il convient de citer les textes portants :

- Dispositions relatives au code maritime (JO N°46).
- Dispositions relatives au statut-type de l'établissement public de transport urbain et suburbain (JO N°18).
- Création d'établissements publics de transport urbain et suburbain (JO N°18).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°20).
- Organisation et fonctionnement du centre national des permis de conduire (JO N°27).

- Fixation de la durée de travail au titre du régime spécifique des relations de travail du personnel navigant professionnel de l'aviation civile (JO N°34).
- Fixation des règles de survol du territoire algérien par des aéronefs d'Etat étrangers (JO N°50).
- Fixation des épreuves théoriques et pratiques en vue de la délivrance de la licence de contrôleur de la circulation aérienne (JO N°33).
- Fixation des épreuves théoriques et pratiques en vue de la délivrance de la qualification de vol aux instruments - avion - et de la qualification de vol aux instruments - hélicoptère (JO N°33).
- Création de commissions paritaires auprès de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°53).
- Création d'une commission paritaire du corps des examinateurs des permis de conduire auprès de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°53).
- Composition des commissions paritaires créées auprès de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°53).
- Création d'une commission de recours auprès de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°53).
- Composition de la commission de recours créée auprès de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°53).
- Composition de la commission paritaire du corps des examinateurs des permis de conduire créée auprès de l'administration centrale du ministère des transports (JO N°53).
- Fixation des critères d'éligibilité des projets d'équipement du secteur des transports aux grands projets d'équipement public de l'Etat (JO N°14).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre du centre national de prévention et de sécurité routières (JO N°33).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'institut supérieur de formation ferroviaire (JO N°33).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'institut hydrométéorologique de formation et de recherches (JO N°39).
- Fixation du montant et la forme du cautionnement pour l'exercice des activités auxiliaires au transport maritime (JO N°51).

## **E/ SECTEUR EDUCATION ET CULTURE**

**Ce secteur s'est vu renforcé de nombreux textes législatifs et réglementaires au cours de cette année, initiés par les ministères suivants :**

### **AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

Il convient de signaler les textes suivants :

- Classement du centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de Tamazight et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°8).
- Fixation des dispositions relatives à l'obligation de l'enseignement fondamental (JO N°1).
- Conditions d'accès, d'utilisation et de protection des établissements d'éducation et d'enseignement (JO N°1).
- Modalités d'élaboration, de mise en œuvre et de contrôle de la carte scolaire (JO N°1).
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale (JO N°14).
- Transformation du centre national d'alphabétisation en office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (JO N°30).
- Création et suppression de collèges (JO N°54).
- Création et suppression de lycées (JO N°54).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de l'éducation nationale (JO N°57).
- Organisation et le fonctionnement de l'inspection générale de la pédagogie du ministère de l'éducation nationale (JO N°57).
- Dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du lycée (JO N°57).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale (JO N°55).
- Modalités de recrutement et de rémunération d'agents contractuels, chargés d'alphabétisation (JO N°57).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale (JO N°60).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics sous tutelle du ministère de l'éducation nationale (JO N°72).



**AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Il convient de citer les textes suivants :

- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'université de la formation continue (JO N°19).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'université de la formation continue (JO N°19).
- Création de l'université de Tlemcen (JO N°3).
- Création de l'université de Sétif (JO N°3).
- Création de l'université de Boumerdès (JO N°3).
- Création de l'université de Guelma (JO N°3).
- Création d'un centre universitaire à Bordj Bou Arréridj (JO N°3).
- Création d'un centre universitaire à Ghardaïa (JO N°3).
- Missions, composition et modalités de fonctionnement du conseil national d'évaluation de la recherche scientifique et du développement technologique (JO N°6).
- Missions, composition, organisation et fonctionnement du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et des autres établissements d'enseignement supérieur (JO N°6).
- Création de l'université de Tiaret (JO N°7).
- Création de l'université de M'Sila (JO N°7).
- Création de l'université de Batna (JO N°24).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement supérieur (JO N°31).
- Création de l'école préparatoire en sciences et techniques à Oran (JO N°40).
- Création de l'école préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion à Oran (JO N°40).
- Création de l'école préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion à Tlemcen (JO N°40).
- Création de l'école préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion à Constantine (JO N°40).
- Création de l'école préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion à Annaba (JO N°40).

- Changement de la dénomination de l'université d'Alger (JO N°44).
- Changement de la dénomination de l'université de Bouzaréah (JO N°44).
- Changement de la dénomination de l'université de Dély Ibrahim (JO N°44).
- Création de l'université de Laghouat (JO N°48).
- Dispositions relatives à la formation doctorale, à la post-graduation spécialisée et à l'habilitation universitaire (JO N°52).
- Création de l'université de Skikda (JO N°52).
- Création d'un centre universitaire à El Bayadh (JO N°52).
- Création d'un centre universitaire à Naâma (JO N°52).
- Statut du doctorant (JO N°57).
- Fixation des conditions d'exercice des activités de recherche par l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire ou l'enseignant chercheur ainsi que les modalités de leur rétribution (JO N°57).
- Institution du régime indemnitaire du chercheur permanent (JO N°60).
- Institution du régime indemnitaire de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire (JO N°60).
- Institution du régime indemnitaire de l'enseignant chercheur (JO N°60).
- Fixation du montant de l'indemnité d'éméritat ainsi que les modalités de service au profit du professeur hospitalo-universitaire émérite, du professeur émérite et du directeur de recherche émérite (JO N°60).
- Création de l'université de Tizi Ouzou (JO N°75).
- Création de l'université de Béjaia (JO N°75).
- Création d'un centre universitaire à Bouira (JO N°75).
- Fixation du montant de l'allocation d'études et de recherche et les conditions de son attribution au profit des étudiants inscrits en magister ou en deuxième cycle (JO N°26).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des corps des enseignants chercheurs (JO N°55).
- Création des directions des oeuvres universitaires et fixation de leur siège, de la liste et de la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées (JO N°75).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE**

Il convient de citer :

- Composition et fonctionnement du conseil artistique du ballet national (JO N°26).
- Institutionnalisation du festival culturel national de la photographie d'art (JO N°12).

- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Constantine (JO N°24).
- Institutionnalisation du festival culturel local de la poterie de Maâtkas (JO N°15).
- Institutionnalisation du festival culturel local du tapis d'Aït Hichem (JO N°15).
- Création de la commission chargée de l'acquisition des biens culturels (JO N°15).
- Organisation interne du centre national de recherche en archéologie (JO N°1).
- Composition, organisation et fonctionnement de la commission nationale et de la commission de wilaya des biens culturels (JO N°6).
- Création d'un musée régional à Béchar (JO N°6).
- Création d'un théâtre régional à El Eulma (JO N°6).
- Statut du centre algérien de la cinématographie (JO N°11).
- Fixation des conditions de création des musées, leurs missions, organisation et fonctionnement (JO N°16).
- Création de l'office du village des artistes (JO N°24).
- Création de l'orchestre symphonique national (JO N°39).
- Création du ballet national (JO N°43).
- Réorganisation du centre de diffusion cinématographique et changement de sa dénomination (JO N°57).
- Création, organisation et fonctionnement du centre algérien de développement du cinéma (JO N°57).
- Création du musée national des arts et expressions culturelles traditionnelles de Constantine (JO N°64).
- Création du musée régional des arts et traditions populaires de Médéa (JO N°64).
- Institutionnalisation du festival culturel national de la production théâtrale féminine (JO N°16).
- Classement de Bordj El Mokrani (JO N°27).
- Remplacement de deux membres du conseil d'orientation du palais de la culture (JO N°47).
- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (JO N°19).
- Classement de Dar El Baroud, restes de la muraille ouest de la ville de Chlef, la zaouïa Sidi Ali Moussa, Hammam E'Salihine et du théâtre régional de Constantine (JO N°27).
- Remplacement de deux membres au conseil d'administration de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel (JO N°30).
- Institutionnalisation du festival culturel international «L'été en musique» à Alger (JO N°30).

- Institutionnalisations des festivals culturels locales «Lire en fête» à Alger, Blida, Médéa, Tizi Ouzou, Boumerdès et Tipaza » (JO N°30).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'école supérieure des beaux-arts (JO N°40).
- Ouverture d'instances de classement des sites archéologiques de Tin Ziren, Taza, Aïn Torkia, Aïn Sfa et Tihodaine" (JO N°36).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office Riadh El Feth et de l'office national de la culture et de l'information (JO N°49).
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional d'Oum El Bouaghi, Skikda, Guelma et Mascara (JO N°41).
- Institutionnalisation du festival culturel maghrébin du cinéma (JO N°36).
- Remplacement d'un membre au conseil d'administration de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel (JO N°47).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation du Palais de la culture (JO N°52).
- Création, composition et fonctionnement de la commission chargée d'étudier les demandes des bénéficiaires du fonds national du patrimoine culturel et d'émettre son avis (JO N°69).
- Nomination des membres de la commission chargée de l'acquisition des biens culturels (JO N°71).
- Remplacement d'un membre au conseil d'administration de l'agence algérienne pour le rayonnement culturel (JO N°78).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins (JO N°78).
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration du théâtre régional de Mascara (JO N°78).
- Institutionnalisation du festival culturel national de l'habit traditionnel algérien (JO N°79).
- Institutionnalisation des festivals culturels locaux « Lire en fête » (JO N°79).
- Liste nominative des membres de la commission nationale des biens culturels (JO N°79).
- Liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Chlef (JO N°79).
- Liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Laghouat (JO N°79).
- Liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Tissemsilt (JO N°79).
- Liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Aïn Defla (JO N°79).

- Approbation de l'inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif des biens, droits, obligations et moyens détenus par les annexes de la bibliothèque nationale d'Algérie transférés aux bibliothèques de lecture publique (JO N°71).
- Fixation des critères d'éligibilité des projets d'équipement du secteur de la culture aux grands projets d'équipement public de l'Etat (JO N°16).
- Organisation interne du musée national de Cherchell (JO N°43).
- Organisation interne du musée régional de Meniaâ (JO N°43).
- Organisation interne du musée national d'art moderne et contemporain (JO N°40).
- Organisation interne du musée maritime national (JO N°43).
- Organisation interne du centre national du livre (JO N°50).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves, examens et tests professionnels pour l'accès aux grades relevant des corps spécifiques de la culture (JO N°55).
- Organisation interne du musée régional de Béchar (JO N°58).
- Classification des bibliothèques de lecture publique et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°73).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale au secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la communication (JO N°20).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administration publiques au titre du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la communication (JO N°20).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la communication (JO N°20).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des modalités d'organisation de la formation complémentaire ainsi que le contenu des programmes pour l'intégration dans les grades de sous-intendant gestionnaire et d'intendant gestionnaire des établissements de formation et d'enseignement professionnels (JO N°9).
- Statut-type des instituts de formation et d'enseignement professionnels (IFEP) (JO N°20).

- Statut de l'établissement national des équipements techniques et pédagogiques de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°20).
- Fixation des conditions d'attribution des bourses et le montant des bourses (JO N°34).
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°56).
- Création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) et érigeant des annexes de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage en centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) (JO N°56).
- Création de deux instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (JO N°64).
- Création d'un centre de formation professionnelle et de l'apprentissage spécialisé pour personnes handicapées physiques (CFPAHP) (JO N°64).
- Organisation interne de l'institut national de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°53).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N°63).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO N°7).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO N°7).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires religieuses et des wakfs (JO N°3).
- Fixation des programmes des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires religieuses et des wakfs (JO N°3).
- Fixation des modalités d'organisation, la durée, les programmes ainsi que les conditions d'accès à la formation spécialisée concernant certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires religieuses et des wakfs (JO N°18).
- Organisation et fonctionnement de l'école nationale de formation et de perfectionnement des cadres de l'administration des affaires religieuses et des wakfs (JO N°53).

- Statut-type des instituts nationaux de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs (JO N°58).
- Fixation des modalités d'organisation, la durée et le contenu des programmes de la formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires religieuses et des wakfs (JO N°21).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du centre culturel islamique (JO N°32).

## **F/ SECTEUR AFFAIRES SOCIALES**

**L'activité de ce secteur s'est caractérisée au cours de l'année par l'étude de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :**

### **AU TITRE DU MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des caractéristiques et les modèles de formulaires de présentation des informations et des données statistiques transmis à l'agence nationale de l'emploi par les employeurs, les communes et les organismes privés agréés de placement (JO N°11).
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N°9).
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (JO N°14).
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (JO N°14).
- Retrait d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N°9).
- Fixation des dispositions relatives au soutien à la création d'activités par les chômeurs promoteurs âgés de trente-cinq (35) à cinquante (50) ans (JO N°39).
- Fixation des modalités d'application des abattements de la part patronale de la cotisation de sécurité sociale au titre de la promotion de l'emploi (JO N°9).
- Création, organisation et fonctionnement de la commission nationale de promotion de l'emploi (JO N°21).
- Fixation des contenus et les conditions de délivrance, d'utilisation et de renouvellement de la carte électronique de l'assuré social et des clés électroniques des structures de soins et des professionnels de la santé (JO N°26).
- Statut de la caisse nationale d'assurance-chômage (JO N°30).
- Fixant les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs (JO N°39).

- Fixation des conditions et les niveaux des aides accordées aux chômeurs promoteurs âgés de trente-cinq (35) à cinquante (50) ans (JO N°39).
- Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (JO N°68).
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale des retraites (JO N°14).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'emploi (JO N°49).
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N°33).
- Organisation interne de la caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N°33).
- Désignation des membres de la commission nationale de recours préalable qualifiée au sein de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) (JO N°42).
- Désignation des membres de la commission technique à caractère médical (JO N°33).
- Octroi d'agrément d'organismes privés de placement des Travailleurs (JO N°40).
- Retrait d'agrément à un organisme privé de placement des travailleurs (JO N°40).
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale (JO N°45).
- Organisation interne de la caisse nationale des retraites (JO N°55).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance-chômage (JO N°56).
- Octroi d'agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale (JO N°56).
- Liste des médicaments remboursables par la sécurité sociale (JO N°59).
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre (JO N°62).
- Organisation interne de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (JO N°76).
- Fixation de la composition de la commission des maladies professionnelles (JO N°37).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DES MOUDJAHIDINE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère des moudjahidine (JO N°3).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'administration centrale du ministère des moudjahidine (JO N°3).



- Complément de la liste des centres de repos des moudjahidine (JO N°2).
- Nomination des membres du conseil d'administration du musée national et des musées régionaux du moudjahid dans les wilayas de Biskra, Tlemcen, Tizi Ouzou, Skikda et Khenchela. (JO N°36).
- Organisation interne du centre national d'études et de recherche sur le mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954 (JO N°40).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère des moudjahidine (JO N°17).
- Classification des musées national et régionaux du moudjahid et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°34).
- Classification du centre de repos des moudjahidine et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°77).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Conditions de création, d'organisation et de fonctionnement des écoles sportives nationales et régionales spécialisées (JO N°3).
- Fixation de la consistance des offices des établissements de jeunes de wilayas (JO N°1).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports (JO N°2).
- Dispositions relatives au fonds national de promotion des initiatives de la jeunesse et des pratiques sportives (JO N°4).
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports (JO N°52).
- Création d'une école nationale et d'une école régionale des sports nautiques et subaquatiques (JO N°75).
- Fixation du modèle du cahier des charges devant être souscrit par les sociétés et clubs sportifs professionnels (JO N°44).
- Liste des documents accompagnant la convention définissant les activités relevant du club sportif signataire et les activités relevant de la société et du club sportif professionnel (JO N°44).
- Règlement intérieur-type de la commission de wilaya d'homologation des infrastructures sportives (JO N°55).
- Création des classes "Sport-Etudes" (JO N°38).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre du centre national de médecine du sport (JO N°38).

- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appareilleurs au titre de l'institut national de formation supérieure en sciences et technologie du sport de Dely Ibrahim (JO N°45).
- Fixation des modalités d'organisation de la formation spécialisée ainsi que le contenu des programmes pour l'intégration dans certains grades appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports (JO N°66).
- Création d'une annexe du lycée sportif national à Aïn Sefra (wilaya de Naâma) (JO N°73).

#### **AU TITRE DU MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Dispositions relatives à la protection des personnes âgées (JO N°79).
- Liste des services d'aide mobile d'urgence sociale (JO N°16).
- Liste des centres nationaux d'accueil pour jeunes filles et femmes victimes de violences et en situation de détresse (JO N°19).
- Réaménagement de l'organisation de la direction de l'action sociale de wilaya (JO N°29).
- Création, organisation et fonctionnement des foyers pour enfants assistés (JO N°36).
- Listes des centres d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés visuels et des centres médico-pédagogiques pour enfants inadaptés mentaux (JO N°36).
- Listes des centres d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés visuels et auditifs (JO N°62).
- Création, organisation et fonctionnement des foyers pour personnes âgées ou handicapées (JO N°62).
- Création, organisation et fonctionnement des foyers pour enfants assistés (JO N°62).
- Attributions du ministre de la solidarité nationale et de la famille (JO N°73).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la solidarité nationale et de la famille (JO N°73).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère de la solidarité nationale et de la famille (JO N°73).
- Nomination des membres du conseil d'orientation du centre national d'accueil pour jeunes filles et femmes victimes de violences et en situation de détresse de Bousmaïl, wilaya de Tipaza (JO N°36).
- Fixation de la composition de l'organisation et fonctionnement de la commission d'accessibilité des personnes handicapées à l'environnement physique, social, économique et culturel (JO N°60).

**AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET  
DE LA REFORME HOSPITALIERE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Organisation interne des établissements publics hospitaliers (JO N°15).
- Organisation interne des établissements publics de santé de proximité (JO N°15).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux inspecteurs de santé publique (JO N°13).
- Statut particulier des fonctionnaires appartenant au corps des physiciens médicaux de santé publique (JO N°43).
- Mesures particulières de prévention et de protection des risques des travaux de taillage et de polissage des pierres de taille (JO N°51).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès au corps des administrateurs des services de santé (JO N°27).
- Fixation des modalités d'organisation, des programmes ainsi que les conditions d'accès à la formation spécialisée concernant certains grades appartenant au corps des administrateurs des services de santé (JO N°27).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre du laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques (JO N°51).
- Classification de l'institut national pédagogique de la formation paramédicale et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO N°59).
- Organisation interne de l'agence nationale et des agences régionales du sang (JO N°70).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs, aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO N°76).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO N°76).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO N°76).

**AU TITRE DU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DE LA SOLIDARITE  
NATIONALE ET DE LA FAMILLE, CHARGE DE LA FAMILLE  
ET DE LA CONDITION FEMININE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création, organisation et fonctionnement d'un centre national d'études, d'information et de documentation sur la famille, la femme et l'enfance (JO N°39).

## **Direction de la codification et de l'information juridique**

L'activité de la direction de la codification et de l'information juridique s'est caractérisée, durant l'année considérée, de ce qui suit :

### **1 / Base de données juridiques :**

Nombre des textes traités: **2.164**

Répartis comme suit :

- Lois et ordonnances : 13
- Décrets présidentiels : 1386 dont 

{	<ul style="list-style-type: none"><li>- 10 ratifications de conventions et accords Internationaux,</li><li>- 1312 décisions individuelles,</li><li>- 64 textes réglementaires.</li></ul>
---	--
- Décrets exécutifs : 266
- Arrêtés interministériels : 208
- Arrêtés ministériels : 242
- Décisions, annonces, avis, règlements et résolutions: 48
- Instruction interministérielle : 01

### **2 / Codification :**

#### **A) Travaux réalisés :**

Mise à jour de :

- Code de procédures fiscales.
- Code des douanes.
- Code des assurances.
- Code foncier.

#### **B) travaux en cours de réalisation :**

- Droit de la propriété industrielle et intellectuelle.
- Code de la sécurité et de la circulation routière.

#### **C) Recueils de textes :**

- Actualisation au 31 décembre 2010 du recueil des conventions et accords signés par l'Algérie depuis 1962.

---

## CONCLUSION

---

*Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment, la consolidation de l'Etat de droit, la consolidation de la stabilité, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile, la réconciliation nationale et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.*

*Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.*

*Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.*